

CR 99/26

*International Court
of Justice*

THE HAGUE

*Cour internationale
de Justice*

LA HAYE

YEAR 1999

Public sitting

held on Wednesday 12 May 1999, at 3.05 p.m., at the Peace Palace,

Vice-President Weeramantry, Acting President, presiding

in the case concerning Legality of Use of Force

(Yugoslavia v. Belgium)

Request for the indication of provisional measures

VERBATIM RECORD

ANNEE 1999

Audience publique

tenue le mercredi 12 mai 1999, à 15 h 5, au Palais de la Paix,

*sous la présidence de M. Weeramantry, vice-président
faisant fonction de président*

dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force

(Yougoslavie c. Belgique)

Demande en indication de mesures conservatoires

COMPTE RENDU

Present:	Vice-President	Weeramantry, Acting President	
	President	Schwebel	
	Judges		Oda
			Bedjaoui
			Guillaume
			Ranjeva
			Herczegh
			Shi
			Fleischhauer
			Koroma
			Vereshchetin
			Higgins
			Parra-Aranguren
			Kooijmans
			Rezek
		Judges <i>ad hoc</i>	Kreća
			Duinslaeger
Registrar	Valencia-Ospina		

Présents :

- M. Weeramantry, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire
- M. Schwebel, président de la Cour
- MM. Oda
 - Bedjaoui
 - Guillaume
 - Ranjeva
 - Herczegh
 - Shi
 - Fleischhauer
 - Koroma
 - Vereshchetin
- Mme Higgins
- MM. Parra-Aranguren
 - Kooijmans
 - Rezek, juges
 - Kreča
 - Duinslaeger, juges *ad hoc*
- M. Valencia-Ospina, greffier

The Government of the Federal Republic of Yugoslavia is represented by:

Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Law, Novi Sad University,

as Agent;

H. E. Mr. Milan Grubić, Ambassador of the Federal Republic of Yugoslavia to the Netherlands,

as Co-Agent;

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., Q.C., Chichele Professor of Public International Law, Oxford,

Mr. Carlos Casillas Velez, Vice-President of the Mexican Academy of International Law and Professor of Law at UNAM University,

Mr. Olivier Corten, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Stevan Djordjević, Professor of International Law, Belgrade University,

Mr. Pierre Klein, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Miodrag Mitić, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor at the Catholic University of Leuven, former Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

Mr. Paul J. I. M. de Waart, Professor emeritus of International Law, Free University of Amsterdam,

as Counsel and Advocates;

Mrs. Sanja Milinković,

as Assistant.

The Government of the Kingdom of Belgium is represented by:

Mrs. Raymonde Foucart-Kleynen, Director-General Legal Matters at the Ministry of Foreign Affairs,

as Agent;

Mr. Johan Verbeke, Deputy Director-General, Directorate-General for Multilateral Political Relations and Special Matters at the Ministry of Foreign Affairs,

as Deputy-Agent;

Mr. Rusen Ergec, Advocate at the Brussels Bar and Professor at the Free University of Brussels,

Mr. Patrick Geortay, Advocate at the Brussels Bar,

Mrs. Colette Taquet, Counsellor to the Minister for Foreign Affairs.

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie est représenté par :

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

comme agent;

S. Exc. M. Milan Grubić, ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas,

comme coagent;

M. Ian Brownlie, C.B.E., membre du barreau d'Angleterre, professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Carlos Casillas Velez, vice-président de l'*Academia Mexicana de Derecho Internacional* et professeur de droit international à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM),

M. Olivier Corten, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Stevan Djordjević, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Pierre Klein, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Miodrag Mitić, ancien ministre fédéral adjoint des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie,

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K. U. Leuven), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

M. Paul J. I. M. de Waart, professeur émérite de droit international à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam,

comme conseil et avocats;

Mme Sanja Milinković,

comme assistante.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique est représenté par :

Madame Raymonde Foucart-Kleynen, directeur général des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères,

comme agent;

M. Johan Verbeke, directeur général adjoint de la direction générale des relations politiques multilatérales et des questions thématiques du ministère des affaires étrangères,

comme agent adjoint;

M. Rusen Ergec, avocat au barreau de Bruxelles et professeur à l'Université libre de Bruxelles,

M. Patrick Geortay, avocat au barreau de Bruxelles;

Mme Colette Taquet, conseiller du ministre des affaires étrangères.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Please be seated. The Court meets now for the second round of hearings in the cases concerning *Legality of Use of Force* instituted by Yugoslavia against ten respondent States.

In the light of the new bases of jurisdiction invoked today by Yugoslavia in the cases against Belgium and the Netherlands, the Court wishes to inform the Parties that it will give its consideration to any observations of Belgium and the Netherlands in regard to the admissibility of the additional grounds invoked.

I now have much pleasure in calling upon the distinguished Agent of Belgium, Mrs. Raymonde Foucart-Kleynen.

Mme FOUCART-KLEYNEN : Monsieur le président, Madame, Messieurs les Membres de la Cour. A l'effet de répliquer aux moyens allégués par la République fédérale de Yougoslavie, M^e Ergec, le conseil du Royaume de Belgique, examinera en premier lieu le moyen tiré d'une prétendue compétence *prima facie* de votre Cour fondée sur la convention de conciliation de règlement judiciaire et d'arbitrage entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Yougoslavie du 25 mars 1930.

Monsieur le président, la Belgique aurait pu solliciter un délai supplémentaire pour répondre à l'argument soulevé *in extremis* d'une façon tout à fait déloyale et de mauvaise foi à la République fédérale de Yougoslavie.

Nous n'allons pas le faire par respect à l'égard de votre Cour et dans le souci de ne pas retarder outre mesure une procédure qui, selon l'Etat demandeur, revêt un caractère urgent.

M^e Ergec rappellera également l'argument déjà développé dans notre défense relatif à licéité de l'intervention armée pour des motifs humanitaires impérieux.

Enfin, en ce qui concerne la prétendue qualité de Membre des Nations Unies de la République fédérale de Yougoslavie, la Belgique estime pouvoir se référer aux décisions des organes des Nations Unies, ainsi que des organes des institutions internationales spécialisées¹, que

¹Troisième rapport supplémentaire concernant le deuxième rapport du bureau du conseil d'administration du Bureau international du Travail, mars 1993, 255^e session «Revue des décisions du conseil d'administration du Bureau international du Travail»; deuxième rapport supplémentaire du bureau du conseil d'administration du Bureau international du Travail, mars 1994, 259^e session «Revue des décisions du conseil d'administration du Bureau international du Travail, comptes rendus *in extenso* des séances plénières du 3 mai 1993 de l'Organisation mondiale de la Santé»; résolution du

je cite dans ma note de plaidoirie, suffisamment claires et explicites et notamment la résolution 48/88 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993. Plus spécifiquement, le considérant 19 de cette résolution réaffirme expressément la résolution 47/1 du 22 décembre 1992 et demande instamment aux Etats Membres et au Secrétariat, dans l'esprit de ladite résolution, de mettre fin à la participation de fait de la Serbie et du Monténégro aux travaux de l'Organisation.

Si vous le permettez, Monsieur le président, je vais maintenant appeler à la barre le conseil du Royaume de Belgique, M^e Ergec. Je vous remercie de votre bienveillante attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you. Yes please.

M. ERGEC : Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges, le Royaume de Belgique entend d'abord protester contre la nouvelle manœuvre procédurière de la République fédérale de Yougoslavie qui a consisté en l'occurrence, aujourd'hui même, peu avant la clôture des débats, à soumettre à votre Cour un nouveau chef de compétence.

En outre et surtout, il convient ici de citer l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de la Cour, qui énonce : «La requête indique autant que possible les moyens de droit sur lesquels le demandeur prétend fonder la compétence de la Cour.» Il s'en déduit clairement qu'il est inadmissible, comme en l'espèce, de compléter, sur un point essentiel, l'argumentation relative à la compétence *prima facie* de votre Cour, par un nouveau moyen proposé *in extremis*. D'ailleurs, l'on peut se demander pourquoi la République fédérale de Yougoslavie, qui est censée connaître les traités auxquels elle prétend aujourd'hui avoir succédé, n'a pas cru devoir, comme l'exigeait le principe de bonne administration de la justice et l'article 38 précité, formuler ce moyen au stade de l'introduction de sa requête.

Elle avait pourtant tout le temps pour le faire.

Cela révèle clairement le mépris dont la République fédérale de Yougoslavie témoigne à l'égard non seulement des Etats défendeurs, mais également à l'égard de votre Cour.

Le Royaume de Belgique vous demande dès lors, *en ordre principal*, d'écartier ce moyen des débats.

En *ordre subsidiaire*, je tiens à rappeler à votre Cour que la convention de 1930 donne compétence, non pas à votre Cour, et pour cause, mais à la Cour permanente de Justice internationale.

Monsieur le président, cette Cour permanente n'existe plus à l'heure actuelle. Il est certes exact que l'article 37 de votre Statut permet à votre Cour de succéder, dans une certaine mesure, à la Cour permanente de Justice internationale, mais cet article 37 indique clairement que cette succession n'est permise que dans la mesure où les Etats parties au différend *seraient également parties au Statut de votre Cour*, de la Cour internationale de Justice (voir Charles Rousseau, *Droit international public*, t. 5, p. 445).

Or, Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges, comme cela vous a été abondamment démontré, la République fédérale de Yougoslavie n'est pas partie au Statut de votre Cour. Il en résulte que la convention bilatérale de 1930 ne constitue pas une base de compétence suffisante, même *prima facie*.

En *ordre tout à fait subsidiaire*, en ce qui concerne la convention de 1930 invoquée par la République fédérale de Yougoslavie, le Royaume de Belgique vous rappelle qu'aux termes de cette convention, le recours à la Cour permanente de Justice internationale est subsidiaire,

L'article 4 énonce en effet :

«Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteront réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, *à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.*» (Les italiques sont de nous.)

D'ailleurs les articles 5, 6 et 7 de la convention décrivent de manière précise une procédure préalable d'arbitrage et de conciliation.

Or, la République fédérale de Yougoslavie n'a point entamé les démarches prévues par les articles précités.

Ne l'ayant pas fait, elle n'a pas épuisé les voies procédurales préalables, dont seul l'épuisement peut donner lieu à une saisine de la Cour permanente de Justice internationale.

Vous ne puisez dès lors *prima facie* aucun chef de compétence dans cette convention.

Nous sommes en fait en présence d'un nouvel artifice de procédure pour contourner nos exceptions préliminaires irréfutables et irréfutées concernant l'invalidité manifeste de la

reconnaissance par la République fédérale de Yougoslavie de la compétence de votre Cour sur pied de l'article 36, paragraphe 2, du Statut.

Monsieur le président, j'en viens à présent à la réfutation faite par mon distingué collègue, le professeur Brownlie, concernant notre argumentation relative à la licéité et à la nécessité de l'intervention armée de l'OTAN.

Je constate d'abord que pas un seul mot n'a été prononcé au sujet de la doctrine de nécessité que le Royaume de Belgique a développée.

En ce qui concerne la notion d'intervention d'humanité, M. Brownlie a dit que nous nous étions abstenus de citer des sources doctrinales à l'appui de notre thèse.

En voici deux, à ce stade de la procédure :

- Mario Bettati, «Intervention, ingérence ou assistance» (*Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 1994, p. 300 et suiv.);
- Silvio Marcus-Helmons, «Le droit d'intervention, un corrolaire des droits de l'homme ?» (*idem*, 1992, p. 470).

Je vous remercie de l'attention de votre Cour, Monsieur le président.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you very much. That concludes the submissions of Belgium by way of reply, and the Court will now proceed to hear the submissions in the case of *Yugoslavia v. Canada*. For this purpose, the distinguished *ad hoc* judge for Belgium will be replaced by the distinguished *ad hoc* judge for Canada. The distinguished *ad hoc* judge for Belgium will be escorted from the dais and the distinguished *ad hoc* judge for Canada will be ushered in. The proceedings will commence in a few minutes when the necessary arrangements at the desks of counsel have been made.

The Court rose at 3.15 p.m.

Annexe à CR 99/26

LA CONVENTION DE CONCILIATION, DE REGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE
entre
LA BELGIQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES
et
SA MAJESTE LE ROI DE YOUGOSLAVIE

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives;

Sincèrement désireux d'assurer, par les procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 25 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

.....

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES :

Monsieur ADHEMAR DELCIGNE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plé-
nipotentiaire en Yougoslavie;

SA MAJESTE LE ROI DE YOUGOSLAVIE.

*Honorable Kosta Namunic, Intime en Droit, Son Ministre
des Affaires Etrangères etc.,*

lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs
trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivan-
tes:

CHAPITRE I. - DU REGLEMENT PACIFIQUE EN GENERAL.

Article premier.

1.- Les différends de toute nature qui viendraient à s'é-
lever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu é-
tre résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditi-
ons fixées par la présente Convention, à un règlement judiciaire ou
arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement,
d'un recours à la procédure de conciliation.

2.- Cet engagement ne s'applique pas:

- a) aux différends nés antérieurement à la conclusion
de la présente Convention;
- b) aux différends portant sur des questions que le
droit international laisse à la compétence exclusive des Etats;
- c) aux différends ayant trait au statut territorial
des Hautes Parties contractantes.

3.- S'il s'élève une contestation entre les Parties sur la
question de savoir si un différend rentre dans une des trois excepti-
ons susmentionnées, cette question préjudicielle sera, sans toucher
au fond, sur la requête de l'une des deux Parties, soumise à la déci-
sion de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure

.....

spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'interviendrait pas par application de cette procédure, les dispositions de la présente Convention relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3.

1.- S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente Convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2.- La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente Convention, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II. - DU REGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprenant notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront

.....

un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1.- Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente Convention.

2.- En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III. - DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de con-

.....

ciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit:

1.- La Commission comprendra cinq membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la Commission.

2.- Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3.- Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite du décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

.....

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les parties, une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 13.

1.- Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties ou, si celles-ci le demandent, au Président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2.- Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3.- Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1.- La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2.- La requête, après avoir exposé sommairement l'objet de litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3.- Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

.....

Article 15.

1.- Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2.- La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 13.

1.- La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son Président.

2.- La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations, de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics ou en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 18.

1.- Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 16 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2.- Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires

entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3.- La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1.- Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2.- Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1.- La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les in-

informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, proposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2.- A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3.- Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV. - DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

1.- Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation, les Parties ne se sont pas entendues, la question, si les deux Parties se mettent d'accord, pourra être portée devant un Tribunal arbitral.

2.- Dans ce cas, sauf accord contraire des Parties, le Tribunal arbitral sera constitué de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

1.- Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et les surarbitres seront

.....

choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

1.- Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un Tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2.- Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3.- Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le Vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

À défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le

compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera ex aequo et bono.

Article 32.

Si, à l'expiration du mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation, les Parties ne se sont pas mises d'accord, conformément à l'article 24 ci-dessus, pour porter le différend devant un Tribunal arbitral, le différend sera réglé conformément aux dispositions de l'article 15 du Pacte de la Société des Nations.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 33.

1.- Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

.....

2.- Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 34.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ledite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 35.

1.- La Présente Convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore ou'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2.- Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3.- Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

.....

4.- Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une Convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir, et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 36.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 37.

La présente Convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 38.

1.- La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Belgrade.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2.- La Convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3.- Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4.- Nonobstant la dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du

terme de la Convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires susnommés ont signé
la présente CONVENTION.

FAIT à Belgrade, le .25. m.s.r.s... mil neuf cent trente,
en double exemplaire.

J.N. Karamandi

[Signature]

Non-Corrigé
Uncorrected

Traduction
Translation

CR 99/26 (traduction)

CR 99/26 (translation)

Mercredi 12 mai à 15 h 5

Wednesday 12 May at 3.05 p.m.

06

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Veuillez vous asseoir. La Cour se réunit maintenant pour le deuxième tour d'audiences dans les affaires concernant la *Licéité de l'emploi de la force* instituées par la Yougoslavie contre dix états défendeurs.

En fonction des nouveaux moyens de compétence invoqués aujourd'hui dans les affaires contre la Belgique et les Pays-Bas, la Cour tient à informer les Parties qu'elle va donner sa considération à toutes observations de la part de la Belgique ou des Pays-Bas quant à l'admissibilité des moyens additionnels invoqués.

C'est avec grand plaisir maintenant que je donne la parole à l'agent distingué de la Belgique, Mme Raymonde Foucart-Kleynen.

Mrs. FOUCART-KLEYNEN: Mr. President, Members of the Court. In order to respond to the grounds relied on by the Federal Republic of Yugoslavia, Maître Ergec, counsel for the Kingdom of Belgium, will first consider the argument that the Court allegedly has jurisdiction under the Convention on Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration of 25 March 1930 between the Kingdom of Belgium and the Kingdom of Yugoslavia.

Mr. President, Belgium could have asked for additional time to reply to an argument raised *in extremis* in a way that is completely unfair and in bad faith on the part of the Federal Republic of Yugoslavia.

Out of respect for the Court, and not wishing to delay unduly proceedings which, according to the applicant State, are urgent in character, we shall not do so.

Maître Ergec will also summarize the arguments already presented in our defence relating to the legality of armed intervention for urgent humanitarian reasons.

Finally, as regards the claimed status of the Federal Republic of Yugoslavia as a Member of the United Nations, Belgium would refer you to the decisions of organs of the United Nations and of organs of specialized international institutions¹, which I have cited in my written submission;

07

¹Third supplementary report concerning the second report of the secretariat of the Governing Body of the International Labour Office, March 1993, 255th Session "Review of the decisions of the Governing Body of the International Labor Office"; Second supplementary report of the secretariat of the Governing Body of the International Labor Office, March 1994, 259th Session "Review of the Decisions of the Governing Body of the International Labor Office"; verbatim transcripts of the plenary sittings of the World Health Organization on 3 May 1993; resolution of the

these are sufficiently clear and unequivocal, in particular resolution 48/88 of the General Assembly of 20 December 1993. More specifically, recital 19 of that resolution expressly reaffirms resolution 47/1 of 22 December 1992 and requires member States and the Secretariat, in the spirit of that resolution, to bring to an end the *de facto* participation of Serbia and Montenegro in the work of the United Nations.

With your permission, Mr. President, I will now call on counsel for the Kingdom of Belgium, Maitre Ergec, to speak. Thank you for your kind attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. Je vous en prie.

Mr. ERGEC: Mr. President, Members of the Court, the Kingdom of Belgium wishes first to protest against this latest procedural manoeuvre by the Federal Republic of Yugoslavia, which today, shortly before the close of the hearing, submitted to the Court a new ground of jurisdiction.

What is more, and above all, I would refer you here to Article 38, paragraph 2, of the Rules of Court, which provides: "The application shall specify as far as possible the legal grounds upon which the jurisdiction of the Court is said to be based." It follows clearly that it is unacceptable, as has happened here, to add a new ground *in extremis* supplementing an essential point in the arguments on the *prima facie* jurisdiction of the Court. Moreover, we may ask why the Federal Republic of Yugoslavia, which must be familiar with the treaties to which it claims to have succeeded, thought it unnecessary — contrary to the principle of the sound administration of justice and the provisions of Article 38 which I have just cited — to include this ground when filing its Application.

Yet Yugoslavia had ample time to do this.

This illustrates clearly the contempt shown by the Federal Republic of Yugoslavia not only for the respondent States but also for the Court.

08

The Kingdom of Belgium therefore asks the Court, *primarily*, to strike this ground from the proceedings. *In the alternative*, I would remind the Court that the Convention of 1930 confers jurisdiction — obviously — not on this Court but on the Permanent Court of International Justice.

Mr. President, the Permanent Court no longer exists today. It is quite true that Article 37 of the Statute allows the International Court of Justice to substitute itself, to a certain extent, for the Permanent Court of International Justice, but this same Article 37 makes it clear that this is possible only where the States in dispute are *also parties to the Statute of the Court*, i.e., the International Court of Justice (see Charles Rousseau, *Droit international public*, Vol. 5, p. 445).

Now Mr. President, Members of the Court, as has been amply demonstrated, the Federal Republic of Yugoslavia is not a party to the Statute of the Court. It therefore follows that the bilateral Convention of 1930 does not constitute a sufficient ground of jurisdiction, even *prima facie*.

In the further alternative, in relation to the Convention of 1930 relied on by the Federal Republic of Yugoslavia, the Kingdom of Belgium would remind you that, under the terms of that Convention, the role of the Permanent Court of International Justice is a subsidiary one.

Article 4 provides:

"All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, *unless the parties agree in the manner hereinafter provided, to resort to an arbitral tribunal.*" (Emphasis added.)

Moreover, Articles 5, 6 and 7 of the Convention describe in a precise way a preliminary procedure of arbitration and conciliation.

Yet the Federal Republic of Yugoslavia has instituted none of the procedures laid down by the Articles cited above.

Having not done so, it has failed to use the preliminary procedures whose exhaustion is a necessary condition for seisin of the Permanent Court of International Justice.

You can therefore derive no ground of jurisdiction, even *prima facie*, from this Convention.

We have here yet another procedural device, intended to overcome our irrefutable and unrefuted preliminary objections to the manifestly invalid character of the recognition by the Federal

Republic of Yugoslavia of the jurisdiction of the Court on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute.

Mr. President, I come now to the reply by my distinguished colleague, Professor Brownlie, to our argument relating to the legality and the necessity of armed intervention by NATO.

I note first that he has said not one word about the doctrine of necessity, as developed by the Kingdom of Belgium.

In relation to the notion of intervention on humanitarian grounds, Mr. Brownlie said that we had failed to cite any doctrinal support for our stance.

Here, at this point in the proceedings, are two:

- Mario Bettati, "Intervention, ingérence ou assistance" (*Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 1994, p. 300ff.);
- Silvio Marcus-Helmons, "Le droit d'intervenir, un corollaire des droits de l'homme?" (*idem*, 1992, p. 470).

Thank you for the Court's attention, Mr. President.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. Ceci termine les conclusions de la Belgique par voie de réplique et la Cour va maintenant procéder à entendre les conclusions dans l'affaire *Yugoslavie c. Canada*. Le juge distingué *ad hoc* représentant la Belgique sera accompagné de la tribune et le juge distingué du Canada sera installé. La séance va reprendre dans quelques instants lorsque les aménagements nécessaires à la barre seront terminés.

L'audience est levée à 15.15.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2455. — CONVENTION² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN BELGIUM AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MARCH 25, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 8, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, in view of the friendly relations happily existing between their respective nations ;

Being sincerely desirous of ensuring by peaceful procedure the settlement of any disputes which may arise between their countries ;

Noting that rights established by treaties or arising out of international law must be respected by international courts ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified without its consent ;

Considering that the faithful observance under the auspices of the League of Nations, of peaceful procedure allows of the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made by the Assembly of the League of Nations in its Resolution of September 26, 1928, to all States, to conclude conventions for the peaceful settlement of international disputes ;

Have decided to achieve their common aim by means of a convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Kosta KUMANUDI, Doctor of Laws, His Minister for Foreign Affairs *ad interim* ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Adhémar DELCOIGNE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Yugoslavia ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article I.

1. Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall be submitted, under the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Belgrade, September 3, 1930.

conditions laid down in the present Convention, for judicial settlement or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

2. This undertaking shall not apply to :

- (a) Disputes which arose prior to the conclusion of the present Convention ;
- (b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ;
- (c) Disputes concerning the territorial status of the High Contracting Parties.

3. Should a difference arise between the Parties as to whether a particular dispute comes under one of the three above-mentioned exceptions, this preliminary question shall, at the request of either Party be submitted to the Permanent Court of International Justice for its decision, without prejudice to the substance of the dispute.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions. If, however, the dispute is not settled by application of this procedure, the provisions of the present Convention concerning arbitration or judicial settlement shall apply.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of the judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the dispute being submitted for settlement by the various procedures laid down in the present Convention until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the above-mentioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice unless the Parties agree in the manner hereinafter provided, to resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient indications or particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall have the right, on giving three months' notice, to bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any other arbitral procedure, the Parties may by common consent, have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the appointment of the arbitral tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the Parties.

Article 10.

On a request being made by either High Contracting Party to the other, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article II.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall consist of five members. The High Contracting Parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The other three commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. The High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during their term of office by agreement between the Parties. Either High Contracting Party may, moreover, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a special Commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date on which a request is made by one of the Parties to the other Party. The appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the Parties, or on request of the Parties, to the President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, these two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or in default thereof by one or other of the Parties.

2. The applications, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all measures likely to lead to an amicable settlement.

3. If the application emanates from only one of the Parties, that Party shall notify the other Party thereof without delay.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by either Party before a permanent Conciliation Commission, either Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at any other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of The Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and in particular to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well

as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the Commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

ARBITRATION.

Article 24.

1. If the Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the work of the Conciliation Commission, the question may, if the Parties agree, be brought before an arbitral tribunal.

2. In such case the arbitral tribunal shall, in the absence of agreement to the contrary between the Parties, be constituted in the manner indicated below.

Article 25.

The arbitral tribunal shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The other two arbitrators and the umpire shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They

must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 26.

1. If the appointment of the members of the arbitral tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a national of either Party.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the procedure to be followed.

Article 29.

In the absence of sufficient indications or particulars in the special agreement regarding the points referred to in the preceding Article, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute shall be brought before the Tribunal by an application by one or other Party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute indicated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. If there are no such rules applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

Article 32.

If, upon the expiration of the month following the termination of the work of the Conciliation Commission, the Parties have not agreed, in conformity with Article 24 above, to bring the dispute before an arbitral tribunal, the dispute shall be settled in conformity with the provisions of Article 15 of the Covenant of the League of Nations.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 33.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial procedure, and in particular if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal, shall indicate within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties shall be bound to comply therewith.

2. If the dispute is brought before the Commission, the latter may recommend to the Parties the provisional measures it considers suitable.

The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 34.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is stated that a decision given or a measure enjoined by a court of law or any other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits of the consequences of the decision or measure in question being annulled, the High Contracting Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 35.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties even though a third Power has an interest in the dispute.

2. The Parties may, by common consent, invite a third Power to intervene in the conciliation procedure.

3. In the judicial procedure or arbitration, if a third Power considers that it can claim an interest of a legal nature in a dispute, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third party.

The Court or the Tribunal shall decide.

4. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings ; but if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

Article 36.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 37.

The present Convention which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take at any time whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 38.

1. The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Belgrade.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Convention shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

4. Notwithstanding denunciation by either High Contracting Party, all proceedings begun at the time of expiration of the current period of the Convention shall be pursued until they reach their normal conclusion.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Belgrade, on March the twenty-fifth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) (Signed) A. DELCOIGNE.

(L. S.) (Signed) Dr. K. KUMANUDI.